

2007 on s'en fout ! tout passe par la lutte

Cette victoire du Non, malgré les énormes moyens de l'UMP, du PS, malgré les « éditorialistes » de la presse aux ordres, c'est la victoire des dizaines de milliers de personnes qui, à la base, en six mois de campagne, ont retourné l'opinion publique.

La grande question qui taraude tout le monde est : qu'allons-nous faire de cette victoire ?

Le scénario à éviter :

1) Sitôt le « Non » victorieux, la fébrilité s'empare de tous les partis de gauche chassés du pouvoir en 2002. Grâce à la mobilisation populaire pour le « Non », ils sont lavés de leur collaboration au gouvernement Jospin de triste mémoire. Souvenez-vous, ce gouvernement de « Gauche plurielle » qui a plus privatisé que Balladur, fait la chasse aux travailleur(se)s sans papiers, et programmé la casse des retraites au Conseil européen de Barcelone en 2002.

2) Grâce à l'élan populaire autour du « Non », ils se disent : « Ça y est, on y est, on est arrivé : Chirac et Raffarin sont désavoués, il faut qu'ils démissionnent ! Réclamons la dissolution de l'Assemblée ! »

3) La dissolution de l'Assemblée n'ayant pas eu lieu (Chirac s'est déjà fait avoir une fois), les partis de gauche se disent qu'il faut préparer l'alternance à la présidentielle de 2007. Les grandes manœuvres vont donc commencer. À la base, une force est née : celle des 900 comités pour le Non qui ont retourné l'opinion publique en six mois de campagne. Manque un élément : un homme d'État « crédible » pour prendre la tête de cet élan populaire et disputer l'Élysée à la droite en 2007.

4) Les « forces du Non », qui ne parviennent pas à s'entendre, sont contraintes de soutenir un « homme providentiel ». Par exemple un énarque, néolibéral pur sucre, qui s'est placé pour le « Non » à la suite d'un calcul opportuniste, et qui a sur son C.V. d'avoir été Premier ministre de 1984 à 1986. Cet homme, c'est Laurent Fabius, dont on se plaît à croire qu'il a « changé ».

5) Un grand meeting à Bercy, en 2006, rassemble tous les ténors du Non pour « porter l'espoir », pour « chasser la droite », pour « une autre politique », etc. On trouve un nom : « Gauche Tous Ensemble » (GTE). Dix ans auparavant, un grand meeting à Bercy avait ainsi constitué l'acte de naissance de la Gauche plurielle, en rassemblant Jospin (PS), Hue (PCF), Voynet (Verts), Chevènement (MDC), Baylet (MRG), Krivine (LCR).

6) Jusqu'en 2007, on ne parle plus que de la GTE. Dans les mouvements sociaux et les syndicats, les militants des partis de gauche tannent tout le monde pour en faire le sujet prioritaire, « l'urgence ». Il se trouve même certains syndicats qui soutiennent la GTE, en espérant qu'une fois au pouvoir elle va mettre un coup d'arrêt à la privatisation de certains services publics.

7) Deux ans plus tard, le gouvernement de la GTE a poursuivi la destruction des retraites, de l'assurance-maladie, privatisé la SNCF, fait une nouvelle loi pour régulariser 19,81 % des sans-papiers et faire la chasse aux 80,19 % d'autres, voté de nouvelles lois sécuritaires. Déçu de « l'alternance » pour la 56^e fois, un des partis qui avait milité pour la GTE publie un mémorandum contrit : *Laurent, qu'as-tu fait de notre victoi-*

re ? Mais le plus grave, c'est que, de même qu'en 1981, de même qu'en 1997, les syndicats et les mouvements sociaux sont KO debout, percutés par la démoralisation militante causée par la trahison prévisible de la GTE, qui a alors le champs libre pour continuer sa politique libérale.

Le scénario que nous voulons :

1) Le 2 juin, c'est la grève à la SNCF, à l'appel de SUD-Rail, CGT, FO. Même si la CGT ne souhaite pas de grève reconductible, par endroits le mouvement est reconduit, contribuant à un climat social orageux, qui entre en résonance avec la journée d'action pour l'emploi industriel du 9 juin.

2) Du coup, la journée d'action du 10 juin, date des négociations avec le gouvernement et le patronat sur les salaires, prend une dimension très combative, portée par l'atmosphère du « Non », et la grève victorieuse des ouvrier(e)s de Total et Carrefour en mai.

3) Les milliers de personnes qui se sont engagées dans les comités pour le « Non » sont fatiguées par les manœuvres d'appareil visant à préparer l'alternance en 2007. D'autant qu'on leur a déjà fait le coup en 1981 et 1997. Les comités pour le « Non » organisent des « états généraux » pour s'unifier sur des revendications sociales, tout en déclarant qu'ils se battront sur ces revendications, quelle que soit la couleur du prochain gouvernement.

4) Le « Non » français a des répercussions ailleurs en Europe, dans les mouvements sociaux et les syndicats. À l'Est notamment, la mise en échec de la Constitution agit comme un révélateur : non l'Union européenne n'est pas la Terre promise ; oui l'UE est un instrument de démolition sociale. Dans un certain nombre de pays, des mouvements sociaux radicaux, en rupture claire avec le libéralisme et la très bureaucratique Confédération européenne des syndicats (CES), s'organisent, se coordonnent progressivement à l'échelle du continent, et portent des revendications communes. C'est l'esprit des mobilisations altermondialistes contre les Sommets européens de Nice (2000), Bruxelles (2001) et Séville (2002) qui doit inspirer aux eurogrèves de demain l'envisagée d'une transformation radicale de la société.

La victoire du « Non »
ne doit pas échouer dans
les impasses institu-
tionnelles, elle doit
déboucher dans
les luttes !

Alternative libertaire
BP 295
75921 Paris Cedex 19
contacts@alternativelibertaire.org
www.alternativelibertaire.org

ne pas jeter sur la voie publique SVP.

Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.
 Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.
 Je m'abonne à *Alternative libertaire* (25 euros pour un an, 18,30 euros pour chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).
NOM..... PRÉNOM..... TÉL..... E-MAIL
ADRESSE.....